

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 6 décembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT
Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Nota

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be) :

Documents : 54- 1131

Compte rendu intégral : 26 novembre 2015.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 6 december 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT
Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be) :

Stukken : 54-1131

Integraal verslag : 26 november 2015.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2015/03436]

6 DECEMBRE 2015. — Loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne l'exigibilité de la taxe (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi transpose partiellement la Directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 3. L'article 17, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, remplacé par la loi du 17 décembre 2012, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 17. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 16, la taxe devient exigible, pour les livraisons de biens, au moment de l'émission de la facture, à concurrence du montant facturé, peu importe que l'émission de cette facture ait lieu avant ou après le moment où la livraison est effectuée.

La taxe devient, en tout état de cause, exigible le quinzième jour du mois qui suit celui au cours duquel est intervenu le fait générateur visé à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, lorsqu'aucune facture n'a été émise avant cette date.

Lorsque le prix est perçu, en tout ou en partie, avant le moment où la livraison des biens est effectuée, la taxe devient toutefois exigible au moment de la réception du paiement, à concurrence du montant perçu.

Ce paragraphe s'applique aux livraisons de biens pour lesquelles l'assujetti est tenu d'émettre une facture en vertu de l'article 53, § 2, alinéa 1^{er}.

§ 2. Par dérogation à l'article 16 et au paragraphe 1^{er}, la taxe devient exigible, pour les livraisons de biens effectuées dans les conditions prévues à l'article 39bis, au moment de l'émission de la facture.

La taxe devient, en tout état de cause, exigible le quinzième jour du mois suivant celui au cours duquel est intervenu le fait générateur, lorsqu'aucune facture n'a été émise avant cette date.

§ 3. Par dérogation à l'article 16, la taxe devient exigible, pour les livraisons de biens meubles faites par un assujetti qui, habituellement, livre des biens à des particuliers et pour lesquelles il n'a pas d'obligation d'émettre une facture, au moment de la réception du paiement ou des subventions visées à l'article 26, alinéa 1^{er}, à concurrence du montant perçu.

§ 4. Par dérogation à l'article 16 et au paragraphe 1^{er}, la taxe devient exigible, pour les livraisons de biens meubles effectuées par un assujetti à des personnes de droit public visées à l'article 6, au moment de la

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2015/03436]

6 DECEMBER 2015. — Wet tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde met betrekking tot de opeisbaarheid van de belasting (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet is een gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2006/112/EG van de Raad van 28 november 2006 betreffende het gemeenschappelijke stelsel van belasting over de toegevoegde waarde.

Art. 3. Artikel 17 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, vervangen bij de wet van 17 december 2012, wordt vervangen als volgt:

"Art. 17. § 1. In afwijking van artikel 16 wordt voor de leveringen van goederen de belasting opeisbaar over het gefactureerde bedrag op het tijdstip waarop de factuur wordt uitgereikt, ongeacht of de uitreiking van de factuur plaatsvindt vóór of na het tijdstip waarop de levering wordt verricht.

De belasting wordt in elk geval opeisbaar op de vijftiende dag van de maand volgend op de maand waarin het belastbare feit bedoeld in artikel 16, § 1, eerste lid, heeft plaatsgevonden wanneer geen factuur werd uitgereikt vóór deze datum

Wanneer de prijs of een deel ervan wordt ontvangen vóór het tijdstip waarop de levering van de goederen wordt verricht, wordt de belasting evenwel opeisbaar over het ontvangen bedrag, op het tijdstip waarop de betaling wordt ontvangen

Deze paragraaf is van toepassing op de leveringen van goederen waarvoor de belastingplichtige gehouden is een factuur uit te reiken op grond van artikel 53, § 2, eerste lid.

§ 2. In afwijking van artikel 16 en paragraaf 1, wordt, voor de leveringen van goederen die onder de voorwaarden van artikel 39bis zijn verricht, de belasting opeisbaar op het tijdstip waarop de factuur wordt uitgereikt.

De belasting wordt in elk geval opeisbaar op de vijftiende dag van de maand volgend op de maand waarin het belastbare feit heeft plaatsgevonden, wanneer geen factuur werd uitgereikt vóór deze datum.

§ 3. In afwijking van artikel 16 wordt voor de leveringen van roerende goederen verricht door een belastingplichtige die gewoonlijk goederen levert aan particulieren en waarvoor hij niet verplicht is een factuur uit te reiken, de belasting opeisbaar over het ontvangen bedrag op het tijdstip waarop de betaling of de subsidies als bedoeld in artikel 26, eerste lid, worden ontvangen.

§ 4. In afwijking van artikel 16 en paragraaf 1, wordt voor de leveringen van roerende goederen verricht door een belastingplichtige aan publiekrechtelijke lichamen als bedoeld in artikel 6, de belasting

réception du paiement, en tout ou en partie, à concurrence du montant perçu.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux livraisons de biens meubles pour lesquelles la taxe est due par le cocontractant conformément à l'article 51, §§ 2 et 4."

Art. 4. L'article 22bis, du même Code, inséré par la loi du 17 décembre 2012, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 22bis. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 22, la taxe devient exigible, pour les prestations de services à l'exclusion des services intracommunautaires visés au paragraphe 2, au moment de l'émission de la facture, à concurrence du montant facturé, peu importe que l'émission de cette facture ait lieu avant ou après le moment où la prestation de services est effectuée.

La taxe devient, en tout état de cause, exigible le quinzième jour du mois qui suit celui au cours duquel est intervenu le fait générateur visé à l'article 22, lorsqu'aucune facture n'a été émise avant cette date.

Lorsque le prix est perçu, en tout ou en partie, avant le moment où la prestation de services est effectuée, la taxe devient toutefois exigible au moment de la réception du paiement, à concurrence du montant perçu.

Ce paragraphe s'applique aux prestations de services pour lesquelles l'assujéti est tenu d'émettre une facture en vertu de l'article 53, § 2, alinéa 1^{er}.

§ 2. La taxe devient exigible, en ce qui concerne les services intracommunautaires, au moment où la prestation de services est effectuée conformément à l'article 22.

Lorsque le prix est perçu, en tout ou en partie, avant le moment où la prestation de services est effectuée, la taxe devient toutefois exigible au moment de la réception du paiement, à concurrence du montant perçu.

Par "services intracommunautaires", on entend les services autres que ceux qui sont exemptés de la taxe dans l'État membre où ils sont imposables et pour lesquels la taxe est due par le preneur du service conformément à la disposition nationale qui transpose l'article 196 de la Directive 2006/112/CE dans l'État membre où ces services sont imposables.

§ 3. Par dérogation à l'article 22, la taxe devient exigible, pour les prestations de services effectuées par un assujéti qui, habituellement, fournit des services à des particuliers et pour lesquelles il n'a pas d'obligation d'émettre une facture, au moment de la réception du paiement ou des subventions visées à l'article 26, alinéa 1^{er}, à concurrence du montant perçu.

§ 4. Par dérogation à l'article 22 et au paragraphe 1^{er}, la taxe devient exigible, pour les prestations de services effectuées par un assujéti à des personnes de droit public visées à l'article 6, au moment de la réception du paiement, en tout ou en partie, à concurrence du montant perçu.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux prestations de services pour lesquelles la taxe est due par le preneur ou le cocontractant conformément à l'article 51, §§ 2 et 4."

Art. 5. Dans l'article 53, § 2, alinéa 1^{er}, 4^o, du même Code, remplacé par la loi du 17 décembre 2012, les mots "des articles 17, § 1^{er}, et 22bis, alinéa 1^{er}" sont remplacés par les mots "des articles 17, § 1^{er}, alinéa 3 et § 4 et 22bis, § 1^{er}, alinéa 3, § 2, alinéa 2 et § 4."

Art. 6. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 6 décembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT
Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be) :
Documents : 54- 1311.
Compte rendu intégral : 26 novembre 2015.

opeisbaar over het ontvangen bedrag op het tijdstip waarop de betaling of een deel ervan wordt ontvangen

Het eerste lid is niet van toepassing op de leveringen van roerende goederen waarvoor de belasting is verschuldigd door de medecontractant overeenkomstig artikel 51, §§ 2 en 4."

Art. 4. Artikel 22bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 december 2012, wordt vervangen als volgt:

"Art. 22bis. § 1. In afwijking van artikel 22 wordt voor de diensten met uitsluiting van de in paragraaf 2 bedoelde intracommunautaire diensten, de belasting opeisbaar over het gefactureerde bedrag op het tijdstip waarop de factuur wordt uitgereikt, ongeacht of de uitreiking plaatsvindt vóór of na het tijdstip waarop de dienst is verricht.

De belasting wordt in elk geval opeisbaar op de vijftiende dag van de maand volgend op de maand waarin het belastbare feit bedoeld in artikel 22, heeft plaatsgevonden wanneer geen factuur werd uitgereikt vóór deze datum.

Wanneer de prijs of een deel ervan wordt ontvangen vóór het tijdstip waarop de dienst is verricht, wordt de belasting evenwel opeisbaar over het ontvangen bedrag, op het tijdstip waarop de betaling werd ontvangen.

Deze paragraaf is van toepassing op de diensten waarvoor de belastingplichtige gehouden is een factuur uit te reiken op grond van artikel 53, § 2, eerste lid.

§ 2. Voor de intracommunautaire diensten wordt de belasting opeisbaar op het tijdstip waarop de dienst is verricht overeenkomstig artikel 22.

Wanneer de prijs of een deel ervan wordt ontvangen vóór het tijdstip waarop de dienst is verricht, wordt de belasting evenwel opeisbaar over het ontvangen bedrag, op het tijdstip waarop de betaling wordt ontvangen.

Onder "intracommunautaire diensten" wordt verstaan, diensten, andere dan die welke in de lidstaat waar deze belastbaar zijn van de belasting zijn vrijgesteld en waarvoor de belasting is verschuldigd door de ontvanger van de dienst krachtens de nationale bepaling die artikel 196 van de Richtlijn 2006/112/EG omzet in de lidstaat waar die diensten belastbaar zijn.

§ 3. In afwijking van artikel 22, wordt voor de diensten verricht door een belastingplichtige die gewoonlijk diensten verricht voor particulieren en waarvoor hij niet verplicht is een factuur uit te reiken, de belasting opeisbaar over het ontvangen bedrag op het tijdstip waarop de betaling of de subsidies als bedoeld in artikel 26, eerste lid, worden ontvangen

§ 4. In afwijking van artikel 22 en paragraaf 1, wordt voor de diensten verricht door een belastingplichtige aan publiekrechtelijke lichamen als bedoeld in artikel 6, de belasting opeisbaar over het ontvangen bedrag op het tijdstip waarop de betaling of een deel ervan wordt ontvangen.

Het eerste lid is niet van toepassing op de diensten waarvoor de belasting is verschuldigd door de ontvanger of de medecontractant overeenkomstig artikel 51, §§ 2 en 4."

Art. 5. In artikel 53, § 2, eerste lid, 4^o, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 17 december 2012, worden de woorden "de artikelen 17, § 1 en 22bis, eerste lid" vervangen door de woorden "de artikelen 17, § 1, derde lid en § 4 en 22bis, § 1, derde lid, § 2, tweede lid en § 4"

Art. 6. Deze wet treedt in werking op 1 januari 2016.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 6 december 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT
Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):
Stukken : 54-1311.
Integraal verslag : 26 november 2015.